



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 18 MAI 1998

N° 258

PRIX 4 FF



LA LOI CHEVENEMENT

ENTRE EN APPLICATION

LA LUTTE CONTINUE

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

Page 3
Côte d'Ivoire: Un élève tué au nom de la défense de l'ordre...

Page 4
Sénégal: Elections législatives sous haute surveillance.

Page 6
Tchad: Une prière dirigée en grande pompe par Kadhafi.

Page 8
Ethiopie-Erythree: La paix n'aura duré qu'un temps.

Page 9
Nigéria: Un premier mai sanglant.

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an: 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :
Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

IMMIGRATION

**LA LOI CHEVENEMENT
ENTRE EN APPLICATION
LA LUTTE CONTINUE**

La nouvelle loi sur l'immigration est maintenant entrée en application. Connue sous le nom de loi Chevènement, elle remplace la loi Pasqua-Debré du gouvernement précédent.

Les dispositions de cette nouvelle loi du gouvernement dirigé par le PS ne sont pas plus clémentes envers les travailleurs immigrés appelés clandestins que celles du gouvernement de droite précédent. Ils font tous croire que pour lutter contre le chômage il faut "réguler le flux migratoire". Au lieu de s'en prendre aux véritables responsables du chômage, aux patrons qui licencient tout en s'enrichissant encore plus, ils désignent du doigt les victimes mêmes de cette situation. Ils s'en prennent aux travailleurs, aggravent leurs conditions de travail, s'attaquent aux régimes d'assurance maladie, aux retraites des vieux, aux caisses de chômage, aux allocations familiales, etc. Ils continuent à pratiquer la politique de précarité et d'exclusion. Ils participent aussi à la discrimination car ils s'attaquent particulièrement à ceux d'entre les travailleurs qui sont les plus vulnérables, les travailleurs immigrés sans papiers.

Quand Jospin était dans l'opposition, il laissait croire qu'il soutenait la lutte des sans-papiers pour la régularisation. Lors d'un discours électoral, il parlait même d'abroger les lois Pasqua-Debré. Une fois à la tête du gouvernement, il s'est moqué de ses propres engagements. Jospin et Chevènement ont encouragé les sans-papiers à se faire connaître et déposer leur demande de régularisation. A ce jour, la majorité des 150 000 demandes sont refusées. Ainsi les déboutés qui n'auront pas quitté le territoire dans un délai d'un mois, sont condamnés à être traqués comme des bêtes par la police et à vivre dans la clandestinité.

Jospin affirmait qu'il fallait mettre en place "une politique d'immigration ferme et digne". La loi Chevènement s'inscrit dans la logique de cette

orientation impitoyable. Les décrets d'application ne commencent à apparaître que maintenant dans le journal officiel, mais les circulaires émanant du ministère de l'Intérieur autorisaient les forces de l'ordre à passer aux actes depuis plusieurs mois. Elles expulsent manu-militari par les avions de ligne régulière. Elles accomplissent cette sale besogne en insultant les expulsés, en leur donnant des coups, en leur mettant des menottes aux chevilles et un sparadrap sur la bouche. Certes, il ne s'agit pas d'avions de compagnies Charter comme aux temps de Pasqua, mais d'avions de ligne régulière. La "politique digne" dont parlait Jospin se limite sans doute à cela. A la suite des incidents à l'intérieur des avions et des dégâts causés par les expulsés sur leurs appareils, Air France et Air Afrique rechignent à embarquer plus d'un expulsé par vol.

Face à cette mesure d'expulsion, les organisations de sans-papiers ont organisé des actions de résistance. Elles sont allées à l'aéroport de Roissy et ont

réussi à appeler les voyageurs à destination de Bamako de refuser d'embarquer dans les avions où se trouvaient des expulsés. Grâce à ces mouvements de résistance quelques sans-papiers se sont vus accorder un sursis.

Ces associations ainsi que d'autres ont également procédé à des occupations symboliques d'édifices publics et d'églises. Elles organisent également des manifestations de protestation devant les préfectures, dans les rues de Paris et de certaines grandes villes. Certaines organisations anti-racistes ainsi que des organisations politiques, généralement d'extrême-gauche apportent leurs soutiens.

Mais les attaques contre les sans-papiers ne sont qu'un des aspects de l'offensive générale du gouvernement contre les travailleurs. C'est pourquoi la lutte pour "des papiers pour tous" est indissociable de la lutte plus générale contre les attaques des patrons et du gouvernement contre tous les travailleurs.

COTE D'IVOIRE

AU NOM DE LA DEFENSE DE L'ORDRE, UN ELEVE TUE AU COURS D'UNE MANIFESTATION

Le 14 mai dernier, le lycée d'Anyama (près d'Abidjan) présentait l'aspect d'un champ de bataille: des portes cassées, des salles de classe et bureaux saccagés. Telles étaient les traces des affrontements entre policiers et élèves de cet établissement, qui se sont terminés par un bilan sanglant: un élève a été lâchement abattu et deux autres blessés par balle.

Tout a commencé le 13 mai par une protestation des élèves contre le renvoi du lycée de certains de leurs camarades parce qu'ils n'avaient pas payé les 1000 FCFA par personne exigés par la direction,

pour payer des gardiens et balayeurs recrutés à la place des journaliers déflatés (journaliers au contrat non renouvelé) par la Fonction publique.

La plupart des élèves avaient refusé cette nouvelle cotisation parce qu'ils avaient déjà cotisé à plusieurs reprises sous des prétextes divers: 500 CFA chacun pour une infirmerie qui restait désespérément fermée, puis 1.500 CFA pour une vaccination dont tous les élèves n'avaient pas bénéficié, sans parler du non remboursement des 2.000 CFA pour l'achat des rames de papier -alors que le remboursement avait été décidé par le ministère de l'Education nationale lui-même.

Au vu de toutes ces cotisations qui n'étaient pas suivies des services annoncés, les élèves du lycée d'Anyama avaient raison de penser qu'ils étaient victimes d'une arnaque systématique de la direction. Alors la dernière cotisation de 1 000 CFA était de trop. Ils en avaient assez et ils l'ont fait savoir à Massé Noufé, leur proviseur par des slogans tels que: "Noufé, on paie pas"!

Les élèves étaient déterminés à ne plus payer de cotisation. Et au lieu de tenir compte de leurs revendications, la direction a fait appel à la police qui n'a pas hésité à arrêter quelques élèves. C'était une provocation de plus, comme si la police voulait jeter de l'huile sur le feu. La colère des élèves a augmenté d'un cran, et ils sont allés massivement au commissariat de police exiger la libération de leurs camarades.

Il y a eu des affrontements avec des forces de l'ordre au cours desquels la police n'a pas hésité à tirer, faisant trois victimes dont

l'une est décédée de deux balles.

Des policiers, prêts à tuer des jeunes sans défense, voilà ces assassins-là qu'on nous présente comme des forces de "sécurité". Mais derrière cette prétendue sécurité, il y a un mensonge volontairement entretenu qui cherche à faire croire que la police est là pour la protection de tout le monde.

La police, et de manière générale, les forces de l'ordre (l'armée, la gendarmerie et les CRS) sont là pour défendre les riches, leurs biens et leur "ordre" social. C'est pourquoi, elles ne tolèrent pas la moindre manifestation, la moindre tentative de troubler cet ordre.

Alors en réprimant de façon sauvage des élèves qui avaient une colère tout à fait légitime à exprimer, les forces de l'ordre, tels des chiens de garde, ont tenu à intimider, à donner un avertissement à tous les pauvres qui seraient tentés d'exprimer d'une manière ou d'une autre leur ras-le-bol.

SENEGAL

ELECTIONS LEGISLATIVES SOUS HAUTE SURVEILLANCE

En vue des élections législatives qui vont avoir lieu le 24 mai 1998, le gouvernement de Diouf a pris des mesures de renforcement des forces de répression. Dès le mois de janvier dernier c'est un général (ancien chef d'état-major de l'armée) qui a été mis à la tête du ministère de l'intérieur. Les forces de police ont été placées en état d'alerte. On a mis à leur disposition de nouveaux matériels anti-émeutes. Les troupes militaires ont été mobilisées. Un contingent de 600 jeunes militaires démobilisables a été maintenu sous les drapeaux.

Les autorités craignent en

effet que se reproduisent les émeutes qui avaient suivi les élections de 1988 et de 1993. Rappelons que ces élections ont été émaillées de fraudes en tous genres et que les manifestations de protestation contre ces fraudes se sont transformées en émeutes violentes, notamment à Dakar. Abdou Diouf et son parti, le PS, sortis vainqueurs grâce à ces fraudes avaient alors fait arrêter plusieurs opposants, dont Abdoulaye Wade (PDS), pour les relâcher quelques mois plus tard et nommer certains d'entre eux ministres dans son gouvernement dit d'"ouverture". C'est le cas de Wade, deux fois emprisonné puis libéré pour être

nommé deux fois ministre.

Cette fois-ci Diouf promet que les élections seront "transparentes". Pour cela il a nommé un autre général à la tête d'un organisme prétendument "indépendant", l'Observatoire national des élections, qui a également reçu l'aval du principal parti de l'opposition de Wade.



Dakar: Forces de l'ordre en action

Wade se voit déjà remporter la majorité des sièges au parlement. "Le chef de l'Etat sera bien obligé de me confier la responsabilité du gouvernement. Je serais le premier ministre" a-t-il déclaré. Actuellement son parti détient 27 sièges contre 84 au PS sur un total de 120. La nouvelle assemblée comprendra 140 députés.

Rappelons pour mémoire que Wade a été ministre d'Etat jusqu'à sa dernière démission du 20 mars dernier. Il a participé pleinement à toute la politique de Diouf contre la population pauvre. Il avait cautionné tous les plans de licenciements dans la fonction publique, tous les blocages des salaires et même les baisses de salaires des fonctionnaires. Il a également cautionné tous les plans du FMI pour grignoter sur les déjà

maigres budgets dédiés aux secteurs publics vitaux pour la population pauvre tels que les hôpitaux publics, les écoles, etc. A tel point que les plus démunis ne peuvent plus se faire soigner. Ils sont obligés de tout payer, jusqu'au seringues. Les hôpitaux pour pauvres sont de véritables mouiroirs. Il n'y a ni médicaments, ni matériel de soins. Les riches dont Wade fait partie n'ont pas ces problèmes. Ils vont se soigner dans les hôpitaux privés, envoyer leurs enfants suivre des études dans les écoles privées quand ce n'est pas dans les pays occidentaux riches.

Pour les travailleurs comme pour l'ensemble des populations pauvres il n'y aura strictement aucune différence entre la politique de l'actuel premier ministre Habib Thiam et un éventuel Wade à sa place. Ils sont tous des serviteurs des intérêts des riches et des exploités.

Pour tromper la population pauvre, Wade joue la corde religieuse. Il a appelé tous les mourides à voter pour lui. "Diouf a été désigné par Senghor, moi je le suis par dieu" dit-il. Il n'a pas hésité à écarter 16 des 27 députés actuels du PDS pour laisser la place à des proches des grands dignitaires religieux, notamment de la confrérie des mourides à laquelle il appartient. C'est ainsi que cinq marabouts (quatre mourides et un Tidjane) font partie des candidats du PDS. Rappelons que c'est Wade lui-même qui protestait dans le passé contre le fait que le PS de Senghor puis de Diouf cherchait l'appui des chefs religieux lors des élections pour récolter des voix.

Les travailleurs n'ont rien, mais vraiment rien à attendre de cette farce électorale. Aucun des grands partis en présence ne défend leurs intérêts. Ce que tous ces gens-là craignent avant tout c'est que la population intervienne dans la vie politique et exprime sa colère par des grèves et des

manifestations de rue.

Face à la situation dramatique que vit la majorité de la population depuis plusieurs années et qui s'est aggravée avec la dévaluation du CFA en 1994, la colère est grande. Celle-ci s'exprime parfois par des grèves dures comme celle des ouvriers de la mine de phosphates de Thiès en 1997 pour réclamer 25% d'augmentation des salaires, ou plus récemment par une autre grève des employés de la Société Générale des Banques du Sénégal. En ce moment

même ce sont les employés du transports en commun de la ville de Dakar qui sont en grève pour réclamer le versement des quatre mois d'arriérées de salaire.

C'est surtout pour réprimer une éventuelle colère de cette population victime de la crise et de la misère qui pourrait s'exprimer de nouveau à l'occasion de ces élections que le gouvernement a renforcé tout son appareil de répression.

TCHAD

UNE PRIERE DIRIGEE EN GRANDE POMPE PAR KADHAFI

Sous prétexte de diriger une prière commune musulmane, le colonel Kadhafi est entré à Ndjaména le 1er mai dernier, à la tête d'une véritable armée: trois mille hommes et femmes, des dizaines de véhicules blindés de transport de troupes, deux avions Mig-29, deux hélicoptères de combat, des D30 de fabrication soviétique, etc.

Une semaine plus tôt, la capitale tchadienne a commencé à faire peau neuve aux frais du dictateur libyen: des manoeuvres et peintres d'occasion payés de 1 000 à 1 500 F CFA par jour ont donné coups de pinceaux ou de balai. Les rues principales, sales ou ensablées ont été nettoyées, les tas d'immondices qui jonchaient les trottoirs depuis des mois, enlevés. La "Cité de l'Afrique", un immeuble laissé à l'abandon, a été retapé. Des toilettes publiques équipées d'eau et d'électricité ont été construites ainsi que des latrines dans les quartiers populaires...

Quant aux dons en nature, le frère de Kadhafi, secrétaire du bureau populaire libyen a notamment déclaré au cours d'une conférence de presse: "Puisqu'il y aura des milliers d'invités à Ndjaména, nous avons décidé de donner 250 tonnes

de riz, 100 tonnes d'huile, 100 tonnes de sucre, 500 tonnes de farine (...) 90.000 T-shirts, 150.000 drapeaux libyens, tchadiens et autres confondus. Outre ces dons, la Libye a offert 5 groupes électrogènes pour alimenter la ville de Ndjaména en électricité..." Kadhafi se comporte ainsi comme un seigneur qui jette des aumônes aux misérables.

C'est finalement en présence de huit chefs d'Etat: Bongo (Gabon), Abacha (Nigéria), Kabbah (Sierra Léone), El Niméry (Soudan), Jammeh (Gambie), Mainassara (Niger), Bakiri (Malawie) et Déby (Tchad) et devant près de cent mille "fidèles" que Kadhafi a dit sa prière à l'hippodrome transformé en grande mosquée à ciel ouvert. Deux cents journalistes étaient présents pour couvrir l'événement retransmis sur trois satellites.

Selon un bilan officiel, la cérémonie de prière qui, en réalité est un show médiatique aura coûté la bagatelle de 50 millions de dollars à Kadhafi. Celui qui se proclame volontiers le "Guide de la révolution libyenne", on le sait, ne recule devant rien pour se donner en spectacle. La Communauté des Etats sahélo-sahariens qu'il a créé en

février 1997 à Lagos (Burkina, Mali, Niger, Nigéria, Soudan et Tchad) lui sert de tribune officielle pour fustiger les impérialismes américain et français). C'est en qualité de président de cette communauté qu'il a réussi, à l'aide de Déby, à y associer d'autres pays africains.

Bien sûr la plupart de Ndjaménois sont contents de voir leur ville enfin propre et dotée de toilettes publiques; Ils sont contents de voir leur ville renaître le soir: des poteaux électriques ont été redressés et des ampoules remplacées; certains sont soulagés d'avoir travaillé comme manoeuvres, peintres, maçons ou balayeurs et d'avoir gagné un peu d'argent, même si c'est pour une semaine.



Construction d'une toilette publique
au bord d'une rue

Mais des organisations politiques tchadiennes se méfient de ce voisin taciturne et imprévisible. N'a-t-il pas occupé et exploité pendant 21 ans la bande d'Aouzou avant que le tribunal de la Haye ne la restitue au Tchad? Kamougué, président de l'UDR et actuel président de l'assemblée nationale craint que Kadhafi ne revienne sur son idée de "l'implantation de la révolution libyenne dans le pays et la fusion entre le Tchad et la Libye". Ce projet de fusion des deux pays avait avorté sous le règne de

Goukouni.

Quant à la Coordination des Forces Démocratiques qui regroupe dix mouvements d'opposition, elle est hostile à la visite de Kadhafi. Dans une lettre ouverte aux chefs d'Etat invités à la prière, elle écrit, entre autres: "... de graves événements se déroulent actuellement dans le pays. Plus de 5 000 agents de forces de l'ordre (...) ratissent trois préfectures méridionales: Logone occidental, Logone oriental et Moyen-Chari. Des paysans, des fonctionnaires, des femmes et des enfants innocents subissent quotidiennement d'inqualifiables exactions, sont torturés et/ou abattus; leurs biens pillés, leurs villages incendiés. (...) il est interdit aux partis politiques de l'opposition d'organiser des réunions et des meetings. Leurs dirigeants sont convoqués à la police ou poursuivis en justice".

Rappelons que parmi les dirigeants de la Coordination qui dénoncent la dictature de Déby figurent deux anciens ministres qui ont participé à la mangeoire gouvernementale sous Tombalbaye. A cette époque les armées nationales "pacifiaient" le Nord du pays (Mangalmé), et ils n'avaient pas levé le petit doigt.

Il est vrai que la visite de Kadhafi et des huit autres chefs d'Etat africains a rehaussé d'une part l'image de marque de Déby ternie par les massacres dans le Sud. C'est une sorte de caution apportée à la politique répressive du gouvernement. D'autre part elle fait passer au second plan le défilé traditionnel du ler au travers duquel peut s'exprimer des mécontentements contre le régime de Déby.

Mais c'est surtout Kadhafi qui a tiré les bons marrons du feu. C'est un camouflet qu'il a donné à l'impérialisme américain en violant une fois, de plus l'embargo. Quant à l'impérialisme français, la venue de Kadhafi a fait disparaître pendant

huit jours toute trace de ses troupes stationnées à Ndjaména. Les hommes du dispositif "Epervier" sont restés cantonnés dans leur caserne, et les avions de chasse Jaguar ont été repliés sur Abidjan. De plus Kadhafi a profité également de cette réunion pour critiquer ouvertement la politique française: "La France devrait aider le continent à se développer plutôt que d'y envoyer des soldats."

Au delà des critiques verbales contre l'impérialisme, et des phrases creuses relatives à la "révolution" consignées dans son "livre vert", Kadhafi reste un dictateur comme les autres chefs d'Etat africains qui bâillonnent leurs populations. Ce qui le caractérise, c'est qu'il dispose des moyens financiers assez importants pour jouer aux grands et de se faire entendre.

LA PAIX ENTRE L'ERYTHREE ET L'ETHIOPIE N'AURA DURE QU'UN TEMPS

Au début du mois de mai un conflit armé s'est déclenché entre l'Erythrée et l'Ethiopie. L'affrontement a eu lieu dans la région d'Huméra, au Nord-Ouest de l'Ethiopie. Dans cette zone frontalière, la terre est fertile, et le gouvernement éthiopien procède depuis longtemps à la production industrielle de sésame pour l'exportation. Des années après l'indépendance les dirigeants érythréens réclament maintenant cette région en déclarant que cela fait partie de leur pays.

En fait ce conflit frontalier n'est qu'un prétexte pour les dirigeants érythréens. En effet, ils ont du mal à diriger un pays qui est sorti complètement affaibli, détruit après plus de trente ans de guerre d'indépendance. La capitale de ce pays, Asmara, a vu partir une petite partie de sa population, ceux qui font partie de l'ancienne administration civile et militaire éthiopienne. Les dirigeants actuels ont donc utilisé une partie de l'armée du front de libération et de la direction de ce front pour installer le nouvel Etat avec son armée et son administration. Mais lorsque l'Etat a déclaré que les combattants qui n'ont pas d'affectation sont libérés et peuvent rejoindre leur région et leur famille, cela a créé une vague de mécontentement au lendemain des indépendances. Parmi les exilés de

retour, comme il fallait s'y attendre, il n'y a que ceux qui ont des moyens, des capitaux, en bref la bourgeoisie et la petite bourgeoisie commerçantes qui arrivent à s'en sortir. Les autres rejoignent les rangs des chômeurs et des mécontents.

Récemment l'Etat érythréen a tenté de mettre en place une monnaie nouvelle, le Nakfa. Cette initiative n'a pas plu aux commerçants car le Nakfa n'étant pas convertible, ils ont essayé de continuer l'utilisation de la monnaie éthiopienne, le Birr, qui était jusqu'à présent la monnaie courante. Le Nakfa a créé une telle panique qu'un certain nombre de commerçants ont quitté Asmara pour aller vers l'Ethiopie. L'Erythrée dépend en grande partie de l'Ethiopie pour sa consommation en produits agricoles. Avec la création de cette monnaie et la perte de confiance des commerçants en cette monnaie, cela a entraîné l'augmentation des prix des denrées alimentaires et la pénurie de ces produits.

On peut facilement imaginer que la population érythréenne n'est pas contente. Les discours confiants de l'homme fort de ce pays, Issayas Afeworki, dirigeant de la lutte de l'indépendance, ne calment pas les esprits.

Il espère qu'en déclenchant un conflit avec ses alliés d'hier il

réussira à détourner la colère de la population de ce pays.

NIGERIA

UN PREMIER MAI SANGLANT

Une fois de plus, la dictature sanglante de Sani Abacha s'est illustrée en réprimant sauvagement les manifestations du 1er Mai. Des affrontements avec la police ont eu lieu, à Ibadan (troisième ville du Nigéria avec 6 millions d'habitants) à la veille même du premier mai alors que des militants distribuaient des tracts pour appeler la population à manifester.

militaire. Sa maison a été saccagée. Il y aurait eu 10 morts rien qu'à Ibadan. D'autres manifestations et affrontements avec les forces de l'ordre ont également eu lieu à Lagos ainsi qu'à Port-Harcourt, ville où l'écrivain Ken Saro-Wiwa a été pendu en novembre 1995 pour avoir osé protester contre la politique des compagnies pétrolières à l'égard du peuple Ogoni.



Bedié et Abacha (à droite)

A la suite de cette pendaison, les dirigeants des pays occidentaux avaient fait semblant de s'émouvoir et avaient protesté du bout des lèvres. Mais les affaires étant les affaires, le Nigéria étant un grand pays producteur de pétrole et d'autres ressources minières comme l'étain ou la bauxite, les puissances impérialistes ont vite fermé les yeux sur la dictature pour ne pas entraver les faramineux profits des grandes compagnies pétrolières et minières.

Les seuls à ne pas profiter de cette manne sont les populations de ce pays. Seule une petite minorité des 100 millions d'habitants qui peuplent le Nigéria profite des retombées des recettes pétrolières. Cette bourgeoisie locale qui sert de relais aux grands trusts roule en mercédès, construit des villas avec piscine et amasse fortune au milieu d'une population dont l'appauvrissement s'aggrave d'année en année.

Les forces de sécurité avaient reçu l'ordre de tirer sur toute personne qui descendrait dans les rues. Malgré cela environ 30 000 personnes, majoritairement des jeunes et des étudiants, ont manifesté. Ils protestaient, entre autre, contre la dissolution de la NLC (Confédération des travailleurs nigériens) par la dictature depuis le lendemain d'une grève nationale de huit semaines en 1994. Lors de cette manifestation le bâtiment abritant le journal pro-gouvernemental, le Monitor, a été pris d'assaut par la foule. D'autres manifestants se sont dirigés chez un politicien haut placé et pro-

La dictature sanglante de Sani Abacha est à l'image de la crainte qu'inspire la population déshéritée à toute cette caste d'exploiteurs et de parasites locaux qui vit au crochet de l'Etat, qui détourne les fonds publics, rackette la population et s'adonne impunément à la corruption.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.